RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :

Motion Maurice Neyroud et consorts – Gardons nos origines

1. TRAVAUX DE LA COMMISSION

La commission s'est réunie en date du vendredi 6 septembre 2013 à la salle no 300 du DECS, rue Caroline 11, à Lausanne pour traiter de cet objet. Elle était composée de Mmes les députées Aline Dupontet, Aliette Rey-Marion et Ginette Duvoisin (présidente – rapportrice) ainsi que de MM. les députés Christian Kunze, Maurice Neyroud, Jean-Marie Surer et Jean-Marc Sordet.

M. le Conseiller d'Etat Philippe Leuba (chef du DECS) était présent, ainsi que, pour l'administration, MM. Steve Maucci (chef du SPOP), Laurent Curchod (Délégué au fusion de communes – DINT), Gérald Derivaz (Etat civil – SPOP).

M. Fabrice Mascello, secrétaire de la commission, a tenu les notes de séance, ce dont nous le remercions.

2. POSITION DU MOTIONNAIRE

Le motionnaire rappelle que sa motion découle de divers contacts avec des personnes qui se soucient du maintien de leur identité. Ces discussions n'ont pas toujours eu comme cadre un projet de fusion de communes, elles étaient parfois en lien avec des suisses vivant à l'étranger qui regrettent de voir leur lien communal disparaître. Même si le sujet n'est pas prioritaire, il n'en demeure pas moins que le thème mérite d'être approfondi.

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseiller d'Etat confirme qu'effectivement cette problématique n'est pas une priorité mais estime que la question vaut la peine d'être analysée. Ce thème a d'ailleurs été débattu à Neuchâtel, qui a modifié sa loi, et à Berne, qui n'a rien fait. Dans le cadre des fusions de communes, cette question est récurrente et interpelle fréquemment des personnes qui y sont confrontées. Toutefois, il ne connaît pas un seul projet de fusion qui a été rendu difficile, voire qui a capoté, à cause de cette question. Il faut admettre que l'origine est une valeur importante mais dont la portée pratique est très relative.

Le Conseiller d'Etat suggère que la requête du motionnaire soit renvoyée au Conseil d'Etat mais sous forme de postulat. Ainsi le gouvernement pourra l'analyser en profondeur et même, cas échéant, rédiger directement un projet de loi. Le Conseiller d'Etat relève en outre que la notion de rétroactivité n'est pas abordée par cette intervention dont les conséquences sont plus complexes qu'il n'y paraît.

4. DISCUSSION GÉNÉRALE

Plusieurs commissaires s'expriment pour relever que le thème des origines fait partie des sujets les plus délicats et sensibles à aborder durant le processus de fusion de communes. Si les principales difficultés pour l'aboutissement d'une procédure de fusion sont pour la plupart objectives : soucis de

financement, problèmes de candidatures aux élections communales, besoins réels de la commune à court et moyen terme, il ne faut pas sous-estimer les éléments subjectifs tels que la future dénomination de la commune et la question des origines. Toute solution permettant de diminuer le poids d'éléments émotifs, qui nuisent au débat de fond, est bonne à prendre. Dans le cadre d'un projet de fusion, la partie de la population soucieuse de ses origines, formée souvent de bourgeois du lieu et de personnes établies ailleurs qui subiront cette décision, reste minoritaire. Ne pas tenir compte de cette perte d'identité peut cependant heurter. La question peut également être exacerbée lorsque le nom de la nouvelle commune fusionnée n'est pas visible sur une carte de géographie. Historiquement parlant, la notion de bourgeoisie était importante puisqu'elle permettait à une personne dans le besoin de s'adresser à sa commune pour demander de l'aide. Même si les choses ont bien changé, la problématique reste sensible.

Le canton de Neuchâtel a légiféré en acceptant que, dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi, les ressortissants des communes déjà fusionnées puissent demander l'enregistrement de leur droit de cité communal de manière rétroactive. Cependant, Neuchâtel a légiféré après seulement deux fusions de communes. Notre canton en connaît 93 plus ou moins récentes ce qui change diamétralement la donne. La formulation potestative du texte utilisée dans l'exemple neuchâtelois n'existe pas dans celle du motionnaire, ce qui peut provoquer certaines complications techniques, notamment en termes de rétroactivité. Il est intéressant de relever que l'intérêt pour la question de l'origine diminue avec le temps et le nombre grandissant de fusions. La question des origines ne se posera peut-être plus dans quelques générations puisque les enfants à venir seraient originaires de communes qui n'existent plus. Le lieu d'origine ne peut pas être supprimé puisqu'il est un des paramètres fondamental de la nationalité. Avant d'être suisse, on acquiert un droit de cité communal, un cantonal puis une autorisation fédérale de naturalisation.

A l'issue des travaux de la commission, il est admis que le thème mérite d'être creusé mais par le biais d'un postulat qui offre des possibilités d'analyse plus étendues qu'une motion, l'objet étant plus ample qu'il n'y paraît. Le Conseiller d'Etat confirme que si le postulat est transmis au Conseil d'Etat, il s'engage à y donner suite dans un délai d'une année. Ce laps de temps permettra de creuser le sujet notamment sous l'angle de la rétroactivité, mais également de consulter la Confédération et l'Union des communes vaudoises (UCV) sur la question.

Au vu des discussions et précisions apportées, le motionnaire accepte de transformer sa motion en postulat.

5. VOTE DE LA COMMISSION

Prise en considération de la motion transformée en postulat

Nombre de voix pour : 7

Nombre de voix contre : 0

Abstention(s) : 0

A l'unanimité des 7 membres présents, la commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

Villars-Burquin, le 10 octobre 2013

Le rapportrice :
(Signé) *Ginette Duvoisin*